

[> Participation : Répartition de la réserve de participation](#)

Section 3 : Règles de disponibilité des droits des salariés.

L. 3324-10

LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 153

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les droits constitués en application des dispositions du présent titre sont négociables ou exigibles à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du premier jour du sixième mois suivant l'exercice au titre duquel les droits sont nés, sauf si le salarié demande le versement de tout ou partie des sommes correspondantes dans des conditions fixées par décret. La demande peut être présentée à l'occasion de chaque versement effectué au titre de la répartition de la réserve spéciale de participation. Toutefois, un accord collectif qui, en application de l'article **L. 3324-2**, établit un régime de participation comportant une base de calcul différente de celle établie à l'article **L. 3324-1**, peut prévoir que tout ou partie de la part des sommes versées aux salariés au titre de la participation aux résultats de l'entreprise supérieure à la répartition d'une réserve spéciale de participation calculée selon les modalités de l'article **L. 3324-1** n'est négociable ou exigible qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du premier jour du sixième mois suivant l'exercice au titre duquel les droits sont nés.

Lorsque les sommes ont été affectées dans les conditions prévues à l'article **L. 3323-2**, un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions liées à la situation ou aux projets du salarié, dans lesquelles ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration de ces délais.

[service-public.fr](#)[> Participation : Règles de disponibilité des droits des salariés](#)

Section 4 : Paiement et déblocage anticipé.

L. 3324-11

LOI n°2008-1258 du 3 décembre 2008 - art. 11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les entreprises peuvent payer directement aux salariés et, le cas échéant, aux bénéficiaires visés au deuxième alinéa de l'article **L. 3323-6** et au troisième alinéa de l'article **L. 3324-2**, les sommes leur revenant lorsque celles-ci n'atteignent pas un montant fixé par un arrêté ministériel.

[service-public.fr](#)[> Participation : Paiement et déblocage anticipé](#)

Section 5 : Affectation à un plan d'épargne salariale.

L. 3324-12

Ordonnance n°2019-766 du 24 juillet 2019 - art. 7

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le salarié, et le cas échéant le bénéficiaire visé au deuxième alinéa de l'article **L. 3323-6** et au troisième alinéa de l'article **L. 3324-2**, ne demande pas le versement en tout ou partie des sommes qui lui sont attribuées au titre de la participation dans les conditions prévues à l'article **L. 3324-10** ou qu'il ne décide pas de les affecter dans l'un des dispositifs prévus par l'article **L. 3323-2**, sa quote-part de réserve spéciale de participation, dans la limite de celle calculée à l'article **L. 3324-1**, est affectée, pour moitié, dans un plan d'épargne pour la retraite collectif ou dans un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif lorsqu'un tel plan a été mis en place dans l'entreprise et, pour moitié, dans les conditions prévues par l'accord mentionné à l'article **L. 3323-1**. Les